



**HAL**  
open science

## Penser historiquement la gouvernance globale.

Pierre Grosser

► **To cite this version:**

Pierre Grosser. Penser historiquement la gouvernance globale. : À propos de Mark Mazower, *Governing the World. The History of an Idea*. *Revue Française de Science Politique*, 2014, 64 (4), pp.773 - 776. 10.3917/rfsp.644.0769 . hal-03460266

**HAL Id: hal-03460266**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03460266>**

Submitted on 1 Dec 2021

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

---

## Penser historiquement la gouvernance globale<sup>1</sup>

Ce livre de Mark Mazower était très attendu. Grand spécialiste de l'Europe sous la botte nazie (en particulier de la Grèce), il avait déjà écrit de beaux travaux de synthèse sur les Balkans et sur l'Europe de la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Après avoir eu le courage de publier en français *L'âge des extrêmes* d'Eric Hobsbawm, l'éditeur belge André Versaille a fait traduire *Le continent des ténèbres* en 2005, sept ans après sa parution en anglais. M. Mazower a ensuite juxtaposé avec succès l'histoire locale à « leçon » globale (l'histoire de Salonique, ville pluriculturelle victime des ravages des nationalismes) et une histoire de l'Europe nazie. Sa longue recherche sur le cadre intellectuel des relations internationales a été ponctuée d'articles importants sur le concept de « civilisation » et sur le déclin du droit des minorités, et d'un ouvrage portant sur la réflexion internationaliste du monde britannique, montrant que la dimension impériale était dominante dans son approche des organisations internationales, SDN et ONU<sup>2</sup>.

De fait, les historiens se sont lancés avec un certain retard dans l'histoire de la mondialisation et de la « gouvernance globale », thématiques à la mode dans d'autres disciplines durant les années 1990. Celles-ci ont connu pour leur part un « tournant historique ». Il fallait revisiter les fondements du droit international ou de la théorie des relations internationales, et notamment de l'internationalisme libéral à tendance impériale qui s'affirmait alors. La dimension critique était particulièrement marquée, pour des disciplines nées largement du rapport au monde non européen, et de conceptions eurocentriques. Il fallait également replacer dans le temps long l'histoire des organisations internationales, des ONG et des mobilisations transnationales, de l'humanitaire, des interventions « humanitaires », des administrations internationales, de l'expertise et des risques dans le domaine de la finance, de la lutte contre les « maux transnationaux », terrorisme, drogue, ou « traite des blanches », du droit international pénal et de la justice internationale, etc. Pour appréhender ce monde des années 1990, esquissé déjà dans les questionnements transnationalistes des années 1970, l'État et la souveraineté devaient être historicisés. Du côté des historiens, Akira Iriye, à l'Université de Harvard, a été un des pionniers de ces travaux. Il a récemment codirigé deux histoires globales du monde contemporain, lues à travers le prisme transnational. En Allemagne, au Pays-Bas et en Suisse, les travaux sur les soubassements institutionnels et normatifs de l'international durant les années 1870-1920 se sont multipliés, tandis que les historiens britanniques ont redécouvert les différentes dimensions de l'ordre impérial passé, en un temps où il était beaucoup question d'empire et d'hégémonie des États-Unis, qui n'auraient que perpétué le flambeau « anglo-saxon »<sup>3</sup>. L'ouverture des archives d'organisations internationales et les nouvelles modalités de financement de la recherche ont suscité nombre de

---

1. À propos de Mark Mazower, *Governing the World. The History of an Idea*, New York, Allen Lane/The Penguin Press, 2012, xx + 476 p., index.

2. Mark Mazower, « The Strange Triumph of Human Rights, 1933-50 », *The Historical Journal*, 47 (2), 2004, p. 379-398 ; « An International Civilization ? Empire, Internationalism and the Crisis of the Mid-Twentieth Century », *International Affairs*, 82 (3), 2006, p. 553-566 ; « Paved Intentions. Civilization and Imperialism », *World Affairs*, 171 (2), automne 2008, p. 72-84 ; et *No Enchanted Palace. The End of Empire and the Ideological Origins of the United Nations*, Princeton, Princeton University Press, 2009.

3. Sur ces évolutions historiographiques, je me permets de renvoyer à Pierre Grosser, « Comment écrire l'histoire des relations internationales aujourd'hui ? Quelques réflexions à partir de l'Empire britannique », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, 10, janvier-avril 2010 ; « L'histoire mondiale/globale : une jeunesse exubérante mais difficile », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 110, avril-juin 2011, p. 3-18 ; « Les interactions transnationales », dans Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, PUF, 2012, p. 271-288 ; et « L'histoire », dans Thierry Balzacq, Frédéric Ramel (dir.), *Traité de relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po, 2013, p. 349-372.

travaux sur l'histoire de la SDN, de l'Unesco ou de l'OIT. Les historiens non internationalistes ont pu s'engouffrer dans ces nouveaux champs : le coût d'entrée n'est pas le même que dans un champ bien labouré, et il est même gratifiant de défricher – parfois en se gaussant des laboureurs.

M. Mazower s'engouffre donc dans cette production, chaque jour plus vaste. La première partie de son ouvrage est de loin la meilleure. Il démarre pourtant curieusement avec le Concert européen, qui jouit désormais d'une image positive puisque la diplomatie classique aurait évité les violences du 20<sup>e</sup> siècle. Presque rien donc sur la notion d'équilibre, sur les Lumières, le choc de la Révolution française et la séquence napoléonienne. Le libéralisme est dès lors britannique et la pensée nationale est mazzinienne. Ensuite, différentes formes d'internationalisme sont présentées successivement, sans les opposer vraiment au nationalisme, même si M. Mazower met dos à dos Mazzini et Marx. Les rapports entre nation et socialisme, voire communisme, auraient mérité de meilleurs développements, grâce à la littérature pléthorique sur ces débats en Europe centrale et surtout sur l'Union soviétique, la question nationale, et le transnational. Suivent un chapitre sur le droit et un sur les experts. Ils s'appuient sur des vignettes biographiques, comme celle concernant le Belge Paul Otlet<sup>1</sup>. Le « milieu » des juristes aurait mérité meilleur traitement<sup>2</sup>. Le chapitre sur la SDN permet de se faire une idée de certaines problématiques actuelles<sup>3</sup>. Enfin, la présentation de la contestation de l'ordre libéral par le communisme et le fascisme/nazisme entre les deux guerres est de facture assez

conventionnelle<sup>4</sup>. Il existe toutefois bien des projets et des réseaux militants entre les extrêmes : ainsi du monde catholique<sup>5</sup>.

L'insistance sur les « critères de civilisation » et la géographie qui en découle est bienvenue. Mais la littérature sur les empires coloniaux n'est guère mobilisée, et moins encore celle sur la participation des élites politiques, économiques et juridiques<sup>6</sup> de la « périphérie » à la construction de l'ordre international. Les critères de civilisation ont également été économiques et financiers : l'étalon-or et la « bonne finance » jadis (avec des « missionnaires », notamment américains, en Amérique latine, en Asie, puis en Europe dans les années 1920), l'indépendance de la banque centrale et le droit des investissements aujourd'hui. Les « critères de civilisation » sont considérés comme « occidentaux » lorsque leur application dénie égalité et respect. Mais beaucoup, hors de l'Occident, les ont considérés comme universels, car allant dans le sens de la modernité ; ils ont été utilisés pour consolider des pouvoirs, des États (et leurs frontières), voire des projets coloniaux semblables à ceux de l'Occident. C'est le cas du Japon, qui a notamment joué la carte de l'internationalisme dans les années 1920<sup>7</sup>. L'histoire de ce pays depuis le milieu du 19<sup>e</sup> siècle aurait été un vrai test pour le sujet traité, et aurait permis d'aborder une vision alternative dont on reparle beaucoup aujourd'hui, l'ordre sinocentré.

La seconde partie de l'ouvrage commence de manière classique, avec la naissance de l'organisation des Nations unies et les débuts de la guerre froide. Le lien entre les deux a depuis été précisé par Ilya Gaiduk<sup>8</sup>. Le tournant de la guerre de Corée

1. En dernier lieu, on lira l'intéressant livre d'Alex Wright, *Cataloging the World. Paul Otlet and the Birth of the Information Age*, New York, Oxford University Press, 2014.

2. Ainsi, pour la France, des travaux de Jean-Michel Guieu, Dzovinar Kevonian, Antoine Vauchez, etc., sans compter de très nombreux travaux sur les juristes américains.

3. Depuis la parution du livre, les travaux se sont multipliés. On lira notamment Patricia Clavin, *Securing the World Economy. The Reinvention of the League of Nations, 1920-1946*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

4. Les recherches sur l'approche soviétique (mais aussi russe) du droit international se multiplient désormais : on pourrait presque parler d'un « tournant juridique », avec les nouveaux travaux de Sabine Dullin, Eric Lohr, Peter Holquist, Francine Hirsch.

5. Une réflexion récente est celle de Giuliana Chamedes, « The Vatican and the Reshaping of the European International Order after the First World War », *The Historical Journal*, 56 (4), 2013, p. 955-976. Sur les réseaux internationaux catholiques, on citera par exemple Jean-Dominique Durand, Wolfram Kaiser, Michael Gehler. Les ouvrages sur les missions ont connu un nouvel essor. Jean-Marc Ticchi a écrit sur les médiations internationales des papes. On redécouvre les réseaux du personnalisme, au Vietnam notamment.

6. Ainsi, par exemple, des travaux d'Arnulf Becker Lorca.

7. Thomas W. Burkman, *Japan and the League of Nations. Empire and World Order, 1914-1938*, Honolulu, University of Hawai'i Press, 2007 ; Mark Metzler, *Lever of Empire. The International Gold Standard and the Crisis of Liberalism in Prewar Japan*, Berkeley, University of California Press, 2006 ; Frederick R. Dickinson, *World War I and the Triumph of a New Japan, 1919-1930*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

8. Ilya V. Gaiduk, *Divided Together. The United States and the Soviet Union in the United Nations, 1945-1965*, Washington, Woodrow Wilson Center Press, 2012.

n'apparaît guère, pas plus que la question de l'ordre nucléaire, et celles, lancinantes, de la sécurité européenne et d'une communauté transatlantique. Les années 1960-1970 sont celles de la condamnation du « condominium »/duopole qui aurait régi le monde. Le chapitre sur la décolonisation et l'émergence du tiers-monde est fort rapide, eu égard aux travaux réalisés en se fondant sur des multiples sources locales : l'internationalisme, notamment révolutionnaire et anti-impérial, connut son apogée, tandis que la « pensée Nehru » et la « pensée Mao » sur la structuration du monde furent prises au sérieux<sup>1</sup>. Les deux chapitres suivants, sur le développement d'une part, et les droits de l'Homme et l'environnementalisme d'autre part, sont les plus en prise avec les recherches actuelles. Dommage que, sur le développement, tout commence avec le Point IV de Truman en 1949, alors que bien des réflexions avaient émergé dans les années 1930 et qu'à Bretton Woods, il fut question de développement<sup>2</sup>. Le débat sur l'histoire des droits de l'Homme et sur la structuration d'une idéologie des droits de l'Homme et de réseaux activistes a littéralement explosé durant les dernières années ; les pages de M. Mazower devront être reprises en tenant compte de recherches sur archives devenues pléthoriques.

Pour la période plus récente, les auteurs de comptes rendus ont noté que l'auteur abandonnait quelque peu sa casquette d'historien pour se faire polémiste, critiquant le « *roll back* » des prétentions du Sud par le néolibéralisme impulsé par les États-Unis et le Royaume-Uni, l'interventionnisme militaire post-guerre froide et une forme de retour à l'impérialisme libéral, et la nature technocratique de la construction européenne. Il n'est pas question de disséquer les arguments. En réalité, ce ton différent interroge sur le projet et les soubassements scientifiques de l'ouvrage.

S'agit-il d'une histoire des idées ? Mais, en ce cas, il faut renvoyer à l'ouvrage récent de Bruno Arcidiacono, qui met en perspective quatre types

de paix<sup>3</sup>, et notamment la paix « directoriale » onusienne, très différente de la « paix par le droit » de la SDN, alors que M. Mazower insiste sur les continuités entre les deux organisations. L'auteur laisse de côté les réflexions continentales, alors que la France (mais aussi l'Allemagne au 19<sup>e</sup> siècle et depuis les années 1980) a souvent été volontariste et soucieuse de créer de l'institution et de l'ordre dans les institutions. Frédéric Ramel a présenté des « fondateurs » oubliés de la réflexion sur l'ordre international<sup>4</sup>, tandis que Peter Jackson décrit une génération de dirigeants et diplomates français marquée, dans les années 1920, par une approche « musclée » de la sécurité collective<sup>5</sup>. De même, les juristes (et économistes) français ont eu une certaine importance dans la construction interne et internationale des États du tiers-monde. Le fonctionnalisme n'apparaît guère. On perd le fil de la pensée sur l'international et des idées internationalistes après les années 1960, et on ne trouve pas grand-chose sur les « entrepreneurs de normes » ou les « communautés épistémiques ». *Quid*, par exemple, de la thématique des « biens publics globaux » ? Des critiques de la « gouvernamentalité » internationale, des appels à une gouvernance démocratique et décentralisée, ou de l'idéologie des « *open standards* » ? Ou bien des prétentions de régler les grands problèmes du monde par la philanthropie et les progrès technologiques réalisés dans la Silicon Valley ? Et cela, sans s'aventurer dans les visions « islamiques » ou « asiatiques » de l'ordre international « juste ».

Si Anne-Marie Slaughter est citée à juste titre comme une « interventionniste », elle est surtout l'auteure d'un livre important sur les opportunités des réseaux transgouvernementaux pour changer l'ordre mondial<sup>6</sup>. D'une manière générale, les travaux des politistes (et juristes) sur les dimensions diverses de la gouvernance globale ne sont pas utilisés : *quid* de la littérature sur les organisations internationales ou sur les « régimes », sur la régulation transnationale et la « *soft law* », sur le

1. Le Petit Livre rouge fut le livre le plus imprimé au monde : Alexander C. Cook (ed.), *Mao's Little Red Book. A Global History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014.

2. Sur ce dernier point, cf. le récent livre d'Eric Helleiner, *Forgotten Foundations of Bretton Woods. International Development and the Making of the Postwar Order*, Ithaca, Cornell University Press, 2014.

3. Bruno Arcidiacono, *Cinq types de paix. Une histoire des plans de pacification perpétuelle (xvii-xx<sup>e</sup> siècles)*, Paris, PUF, 2011.

4. Frédéric Ramel, *Les fondateurs oubliés. Durkheim, Simmel, Weber, Mauss et les relations internationales*, Paris, PUF, 2006.

5. Peter Jackson, *Beyond the Balance of Power. France and the Politics of National Security in the Era of the First World War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

6. Anne-Marie Slaughter, *A New World Order*, Princeton, Princeton University Press, 2004.

« constitutionnalisme global » ou la fragmentation de l'ordre juridique, sur la « socialisation » par les institutions internationales, sur la « compliance » à l'égard du droit international, la juridiciarisation du monde et l'internationalisation du droit pénal ? *Quid* des pratiques quasi législatives du Conseil de Sécurité de l'ONU, pour la lutte contre le terrorisme et la prolifération nucléaire ? De la multiplication des « clubs » et des sommets<sup>1</sup> ? Dans son compte rendu du livre publié par *Foreign Affairs*, John Ikenberry regrette cette absence de la science politique, et sans doute de ses propres travaux sur l'importance du multilatéralisme pour les États-Unis. La réflexion sur l'hégémonie est également absente : en quoi les États-Unis fournissent-ils des « biens publics », en quoi leur domination des « commons » est-elle importante, en quoi sont-ils les gendarmes de l'ordre international, en quoi la politique du monde se fait-elle à Washington<sup>2</sup> ? Les questions stratégico-militaires peuvent-elle réellement être évacuées ? L'Union européenne n'est-elle pas porteuse d'une vision internationale, n'est-elle pas une puissance normative, ne fabrique-t-elle pas de l'interrégionalité ?

M. Mazower fait partie de ces historiens britanniques qui connaissent l'apothéose outre-Atlantique, et interviennent donc dans le débat public à la fois aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ils semblent les gardiens d'une tradition « humaniste » et globaliste, à l'encontre du savoir utilitaire des *think tanks*<sup>3</sup>. Mais pour peser dans le débat, il faut devenir spécialiste des États-Unis, et relire l'histoire au travers des débats sur le rôle des États-Unis. C'est ce que Niall Ferguson, à l'autre bord de l'échiquier politique, fit avec son ouvrage *Colossus* lors de l'euphorie

impériale du premier mandat de George W. Bush<sup>4</sup>. Passé de Cambridge à Yale en 2009, Adam Tooze avait déjà étonné, dans *The Wages of Destruction* (2006, traduction française 2012), en plaçant les États-Unis au centre des réflexions de Hitler en 1939 : dans son dernier ouvrage, il affirme qu'à partir de 1916, les États-Unis sont propulsés au centre de l'histoire des relations internationales<sup>5</sup>. De fait, toute la seconde partie de *Governing the World* porte sur les États-Unis, quitte à ne pas exploiter les travaux sur l'internationalisme américain de la fin du 19<sup>e</sup> siècle<sup>6</sup>. En même temps, et la liste des personnes remerciées en atteste, les centres d'histoire des universités de l'Ivy League aspirent des historiens brillants venus de tous les horizons géographiques, et pressés d'internationaliser l'histoire. Gageons que les séminaires et conférences ont permis de nourrir la réflexion et la documentation, et que l'auteur pourra encore enrichir un ouvrage qui, d'ores et déjà, constitue un parcours utile, et sans équivalent, dans les questionnements sur l'histoire de l'ordre international.

**Pierre Grosser –**

Sciences Po Paris

1. Cf. par exemple les travaux d'Emmanuel Mourlon-Druol.

2. Ainsi du passionnant Kent Calder, *Asia in Washington. Exploring the Penumbra of Transnational Power*, Washington, Brookings Institution Press, 2014.

3. Mark Mazower, « Big Ideas can be Bad Ideas, Even in the Age of Think Tanks », *The Guardian*, 18 juin 2013.

4. Pierre Grosser « L'empire à la mode Ferguson », *L'économie politique*, 4, 2004, p. 106-112.

5. Adam Tooze, *The Deluge. The Great War and the Remaking of Global Order*, New York, Allen Lane, 2014.

6. Frank Ninkovich, *Global Dawn. The Cultural Foundations of American Internationalism, 1865-1880*, Cambridge, Harvard University Press, 2009 ; Ian Tyrell, *Reforming the World. The Creation of America's Moral Empire*, Princeton, Princeton University Press, 2010.